

## PVE, Yannick Jadot, 18/11/2013

- Devant l'espionnage de la NSA :
  - Liberté bafouée des citoyens européens :
  - Réaction mitigées des dirigeants européens
  - Pas de réponse de l'administration américaine
  - Parlement européen est garant des libertés fondamentales et de la démocratie en Europe.
  - Pour les conservateurs, les libéraux et les sociaux-démocrates, les intérêts des multinationales semblent primer sur les droits des citoyens européens.
  - La négociation se poursuit sur un double déni démocratique
    - les dirigeants européens refusent aux citoyens l'accès au contenu des négociations alors que s'y jouent leurs choix de société
    - les États-Unis peuvent continuer à nous espionner sans que la négociation, y compris sur la protection des données personnelles, soit interrompue.
  - Le cynisme et l'arrogance de l'administration américaine sont sans limites puisqu'elle refuse même que la Commission européenne transmette aux Etats membres les documents de négociation produits par les américains

*« Alors que le scandale de la NSA se poursuit et s'amplifie, que les libertés fondamentales des citoyens européens sont quotidiennement bafouées, que les indignations factices ou sincères des dirigeants européens n'ont entraîné aucune explication sérieuse de l'administration américaine, le Parlement européen avait l'opportunité de rappeler qu'il est le garant des libertés fondamentales et de la démocratie en Europe et d'envoyer un signal politique fort aux États-Unis. Malheureusement, pour les conservateurs, les libéraux et les sociaux-démocrates les intérêts des multinationales semblent primer sur les droits des citoyens européens. C'est affligeant. La négociation TAFTA (\*) se poursuit sur un double déni démocratique: les dirigeants européens refusent aux citoyens l'accès au contenu des négociations alors que s'y jouent leurs choix de société; les États-Unis peuvent continuer à nous espionner sans que la négociation, y compris sur la protection des données personnelles, soit interrompue. Les mêmes qui font ce choix s'offusquent en même temps de la montée des populismes! Cherchez l'erreur. Le cynisme et l'arrogance de l'administration américaine sont sans limite puisqu'elle refuse même que la Commission européenne transmette aux Etats membres les documents de négociation produits par les américains »*

## Trois exemples de divergences américano-européennes

- Bœuf aux hormones
- Poulet chloré
- OGM
- De même : sables bitumineux, importation des gaz de schiste, conflits possibles entre bien public et intérêts privés.

Trois exemples de distorsion réglementaire entre les USA et l'UE :

- Bœuf aux hormones : interdit sur le territoire de l'UE => condamnation de l'OMC car pas de preuve de risque. Si TTIP, les entreprises comme Tyson pourront attaquer l'UE.
- Poulet chloré : pas la même hygiène, les poulets sont trempés dans la Javel aux USA, deuxième possibilité de procès, de royalties.
- OGM : deux législations différentes, négociation OGM/OGM en Europe, aux USA, le maïs OGM est un maïs « normal », sans évaluation particulière.

## Les vraies raisons de stopper TTIP

- Sécurité alimentaire
- Gaz de schiste
- Emploi
- Santé & retraites
- Eau & énergie
- Liberté & vie privée
- Culture & production artistique
- Enseignement

**SÉCURITÉ ALIMENTAIRE** : Nos normes plus strictes que les normes américaines et que les « normes internationales » (niveaux de pesticides, contamination bactérienne, additifs toxiques, OGM, hormones), pourraient être condamnées comme « barrières commerciales illégales ».

**GAZ DE SCHISTE** : Les gouvernements européens ne réglementeraient plus les exportations de gaz naturel vers les nations TAFTA. La fracturation hydraulique pourrait devenir un droit pour les sociétés qui pourraient exiger des dommages et intérêts auprès des nations qui s’y opposent.

**EMPLOI** : Les entreprises souhaitant délocaliser dans les états concernés par le projet TAFTA où les salaires sont inférieurs, seraient protégées. L’Inspection et le code du travail devenant illégaux, plus de préavis de licenciement. Pôle emploi devrait être privatisé ou serait attaqué en justice par les sociétés d’intérim pour concurrence déloyale. Les conséquences du TTIP sur le taux de chômage en Europe ne seraient que néfastes.

**SANTÉ & RETRAITES** : Les médicaments pourraient être brevetés plus longtemps, les groupes pharmaceutiques pourraient bloquer la distribution des génériques. Les services d’urgence pourraient être privatisés. Les Assurances privées pourraient attaquer en justice les CPAM pour concurrence déloyale. Les retraites par répartition pourraient être démantelées, les compagnies d’assurances se substitueraient aux Caisses d’Assurance-Maladie.

**EAU & ÉNERGIE** : privatisables. Toute municipalité s’y opposant pourrait être accusée d’entrave à la liberté de commerce, idem pour l’énergie, fossile, nucléaire (à sécurité réduite) ou renouvelable. Le prix du gaz et du kW seraient libres.

**LIBERTÉ & VIE PRIVÉE** : Grâce à la révolte publique, les sociétés espérant enfermer et monopoliser l’Internet ont échoué l’année dernière à faire adopter leur ACTA répressif ; ceci pourrait être rediscuté dans TTIP.

**SERVICES PUBLICS** : Le TTIP limiterait le pouvoir des États à réglementer les services publics tels que services à la personne, transports routiers, ferroviaires, et réduiraient les principes d’accès universel et large à ces besoins essentiels.

**CULTURE & PRODUCTION ARTISTIQUE** : Les gros producteurs d’AV, comme *youtube, vimeo, dailymotion*, pourraient interdire les productions à faible budget. Les financements collaboratifs seraient rendus illégaux. Les musées nationaux perdraient leur droit de préemption sur les trésors nationaux au profit de collectionneurs privés.

**ENSEIGNEMENT** : Les universités privées pourraient attaquer en justice l'Éducation nationale pour concurrence déloyale. De la maternelle au doctorat, les sociétés privées contesteraient aux écoles, cantines scolaires et resto U, toutes subventions municipales, régionales ou nationales.

## Position des Jeunes Ecologistes : Tu veux...

- Continuer à ignorer ce qu'il y a dans ton assiette?
- Qu'on exploite le gaz de schiste en France?
- Des services publics réservés aux plus riches?
- Manger des OGM sans le savoir?
- Que tes données personnelles Internet soient utilisées ou revendues?
- Que les institutions démocratiques perdent tout pouvoir de décision?
- Que les multinationales se rendent justice elles-mêmes?
- Que les richesses soient concentrées entre quelques mains?
- Que certains décident de ton avenir à ta place sans te consulter?

Alors TAFTA est fait pour toi!

### **Continuer à ignorer ce qu'il y a dans ton assiette?**

TAFTA prévoit un assouplissement des normes alimentaires européennes et un alignement sur les normes américaines moins contraignantes, au nom du libre-échange. Niveaux de pesticides, bœufs aux hormones, additifs, etc. les acteurs de l'agro-alimentaire n'auront plus à se soucier de la santé des consommateurs.

### **Qu'on exploite le gaz de schiste en France?**

Grâce à TAFTA, les entreprises américaines d'exploitation pourront porter plainte contre l'état qui leur refuse des permis, au nom de la libre concurrence.

### **Des services publics réservés aux plus riches?**

Avec TAFTA, les écoles et les universités privées américaines souhaitant s'installer en France pourront attaquer en justice l'Education Nationale pour concurrence déloyale. Des recours seront possibles contre d'autres services publics : systèmes de santé, réseaux d'eau et d'assainissement, cantines scolaires, etc.

### **Manger des OGM sans le savoir?**

TAFTA permettra l'introduction des OGM autorisés aux Etats-Unis sur les marchés européens. L'harmonisation des normes commerciales risque d'enlever l'obligation de signaler leur présence sur les étiquettes.

### **Que tes données personnelles Internet soient utilisées ou revendues?**

TAFTA entraînera un affaiblissement de la protection des données personnelles prévue par la législation européenne actuelle en s'alignant sur le système laxiste étasunien, et permettra ainsi un espionnage légal et lucratif par des firmes privées et des instances étatiques. Dans la droite ligne de l'ancien projet ACTA et des récents scandales de la NSA.

### **Que les institutions démocratiques perdent tout pouvoir de décision?**

Avec TAFTA, les états et l'UE ne pourront plus édicter de normes protégeant les citoyens, les travailleurs, les consommateurs, ou les producteurs, ces normes pouvant être considérées comme un obstacle au commerce.

### **Que les multinationales se rendent justice elles-mêmes?**

TAFTA prévoit que les entreprises étrangères puissent attaquer directement l'union européenne et ses états membres devant un tribunal international ad hoc, formés d'avocats et de cabinets privés, dès lors qu'elles estiment que les normes fixées par les états restreignent leur liberté d'entreprise.

### **Que les richesses soient concentrées entre quelques mains?**

La liberté d'entreprendre promue par TAFTA favorise en réalité les grandes multinationales, qui vont pouvoir évincer les petites entreprises et les petits producteurs et bloquer toute tentative de transformation de l'économie. L'activité économique et donc les richesses produites vont se concentrer dans les mains de quelques-uns, accroissant ainsi les inégalités.

### **Que certains décident de ton avenir à ta place sans te consulter?**

TAFTA est aujourd'hui négocié entre les dirigeants américains et européens dans le plus grand secret. Le contenu de ce traité n'a été transmis ni aux citoyens ni aux journalistes, ni même aux parlementaires, pour éviter tout débat public avant de le présenter au vote; Alors même qu'il va avoir des impacts très concrets sur la vie des citoyens européens et américains, ce processus viole ainsi les règles de démocratie les plus élémentaires.

## Position de Lori M. Wallach

- Qui est-ce?
- TAFTA = version aggravée de l'AMI
- Tribunaux spécialement créés
- Procès pour hausse du salaire minimum.
- Ractopamine
- Quotas des GES
- Secteurs de la finance
- Services publics
- Coûts sociaux, victimes collatérales : étrangement absents des projections...

Directrice de Public Citizen's Global Trade Watch, Washington, DC, [www.citizen.org](http://www.citizen.org)

Publication du Monde Diplomatique, 23 janvier 2014

L'accord de partenariat transatlantique (APT) = version modifiée de l'AMI (accord multilatéral sur l'investissement)

L'APT combine les éléments les plus néfastes des accords passés. S'il devait entrer en vigueur, les privilèges des multinationales prendraient force de loi et lieraient pour de bon les mains des gouvernants. Parce qu'elles visent à brader des pans entiers du secteur non marchand, les négociations autour de l'APT et du TPP se déroulent derrière des portes closes. Les citoyens seront informés en temps utile, à la signature. Imperméable aux alternances politiques et aux mobilisations populaires, le traité s'appliquerait de gré ou de force, puisque ses dispositions ne pourraient être amendées qu'avec le consentement unanime des pays signataires.

Les pays signataires assureront la « mise en conformité de leurs lois, de leurs règlements et de leurs procédures » avec les dispositions du traité.

Il y aura des tribunaux spécialement créés pour arbitrer les litiges entre les investisseurs et les Etats, et dotés du pouvoir de prononcer des sanctions commerciales contre ces derniers. Ce système « investisseur contre Etat », qui semblait rayé de la carte après l'abandon de l'AMI en 1998, a été restauré en catimini au fil des années.

Les normes de qualité dans l'alimentation sont aussi prises pour cible, comme l'interdiction de la ractopamine (qui augmente la teneur en viande maigre des porcins et des bovins) (160 pays l'ont interdite).

Egalement les quotas d'émission des GES par les avionneurs.

Dans le secteur de la finance, la croisade est la plus virulente. Cinq ans après la crise des *subprimes*, les négociateurs sont convenus que les velléités de régulation de l'industrie financière ont fait leur temps. Le cadre qu'ils veulent mettre en place prévoit de lever tous les garde-fous en matière de placements à risques et d'empêcher les gouvernements de contrôler le volume, la nature ou l'origine des produits financiers mis sur le marché.

L'APT ouvre à la concurrence tous les secteurs « invisibles ». Les Etats se verraient contraints de soumettre leurs services publics à la logique marchande et de renoncer à toute intervention sur les fournisseurs qui convoitent leurs marchés.

Presque toutes les études sur l'APT ont été financées par des institutions favorables au libre-échange, raison pour laquelle les coûts sociaux n'apparaissent pas, pas plus que ses victimes directes, qui pourraient pourtant

se compter en centaines de millions. Mais les jeux ne sont pas faits. L'utilisation du « commerce » comme cheval de Troie pour démanteler les protections sociales a échoué à plusieurs reprises par le passé. Rien ne dit qu'il n'en sera pas de même encore une fois.

## Quelques défenses citoyennes...

- S'appuyer sur le Codex alimentarius = programme commun de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO et OMS).
- Liens avec les associations américaines (ils ont aussi beaucoup à perdre) : par exemple, offre d'entreprises européennes pour les services publics au niveau des collectivités américaines locales (Veolia, ...).
- Mettre en lumière ce qui est tu : méthode « anti-Dracula », en interpellant Parlement européen et gouvernements, il suffit qu'un seul état s'y oppose! (voir la liste des états où les Verts participent au pouvoir : Finlande, Danemark, Luxembourg bientôt, France?)
- Pédagogie : mobiliser la société civile juste avant le vote au Parlement européen (2015), rendre public ce qui relève de choix démocratiques, proposer des outils pédagogiques qui parlent aux citoyens
  - Préparer les réseaux
  - Informer les citoyens
  - Enjeu de démocratie (pas simplement une exception culturelle)

## Un espoir peut-être?

- La Commission européenne prend acte des craintes de plus en plus fortes que suscite le très controversé Traité de libre-échange transatlantique qu'elle négocie avec les Etats-Unis depuis juin 2013. Mardi 20 janvier, le commissaire chargé du Commerce, Karel De Gucht, a annoncé qu'il suspendait les pourparlers avec les Américains jusqu'en juin. D'ici là, il va lancer une consultation auprès du public sur la disposition la plus critiquée, notamment en Allemagne, qui prévoit la création d'un tribunal arbitral permettant aux entreprises de poursuivre les Etats si elles estiment le traité non respecté. *(Libération Economie, 22 janvier 2014, Jean Quatremer, correspondant à Bruxelles).*
- Le Parlement européen s'est déjà prononcé contre ces tribunaux

**FAIR  
TRADE**  
**is better than**  
**FREE  
TRADE**

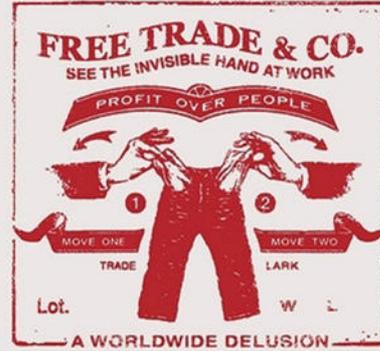
## TAFTA

Transatlantic Free Trade Area, projet de traité consistant entre autres à nous faire avaler ce que nous avons rejeté avec ACTA (renforcement de la propriété intellectuelle, répression, etc.).

Nous souhaitons juste « une harmonisation progressive des réglementations... »



...et de la reconnaissance mutuelle des règles et normes en vigueur\* ».



\* Extrait d'un communiqué de presse du Parlement Européen